

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions/Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
Room 421
189 Prince William Street
Saint John
New Brunswick
E2L 2B9

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

The referenced document is hereby revised; unless
otherwise indicated, all other terms and conditions of the
Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication
contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

All enquiries are to be submitted in writing to the
Contracting Authority, Darlene Reay, either by
facsimile or by e-mail at:
darlene.reay@pwgsc.gc.ca.

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
The Cambridge Building
3 Queen Street/3 rue, Queen
PO Box 1268/CP 1268
Charlottetown
Prince Ed
C1A 4A2

Title - Sujet Offre à commandes – Enlèvement	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0105-14E032/A	Date 2013-12-24
Client Reference No. - N° de référence du client W0105-14E032	Amendment No. - N° modif. 001
File No. - N° de dossier PWC-3-36091 (008)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$PWC-008-3352	
Date of Original Request for Standing Offer Date de la demande de l'offre à commandes originale 2013-12-24	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-02-06	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Reay, D (PWC)	Buyer Id - Id de l'acheteur pwc008
Telephone No. - N° de téléphone (902) 566-7518 ()	FAX No. - N° de FAX (506) 636-4376
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0105-14E032/A

Amd. No. - N° de la modif.

001

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwc008

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0105-14E032

File No. - N° du dossier

PWC-3-36091

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Les changements suivants aux documents d'appel d'offres entrent en vigueur immédiatement. Cet addenda fera partie des documents contractuels.

Voir l'annexe D jointe



**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
5^e ESCADRON DES SERVICES DU GÉNIE
5^e UNITÉ DES SERVICES DU GÉNIE
BFC GAGETOWN**

DEVIS

**CONVENTION D'OFFRE À COMMANDES
ENLÈVEMENT DES DÉCHETS SECS DE LA BASE ET DU
SECTEUR D'ENTRAÎNEMENT DE LA BFC GAGETOWN, ET
DE DIVERS ENDROITS AU NOUVEAU-BRUNSWICK
DU 1^{er} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2016**

Conçu par

**Inspecteur des
incendies**

Agent de projet

Officier du Génie

DP n° :

Dossier n° : L-G2-9900/1636

Date : 2013-08-19

Défense nationale		Section 00000
Dossier n° L-G2-9900/1636	Table des matières	Page 1
BFC Gagetown (N.-B.)		2013-08-19

<u>Section</u>	<u>Titre</u>	<u>Pages</u>
<u>Division 00 - Exigences relatives aux approvisionnements et aux contrats</u>		
00 21 13	Instructions aux soumissionnaires	10
<u>Division 01 - Exigences générales</u>		
01 35 30	Santé et sécurité	3
01 35 35	Exigences en matière de sécurité-incendie du MDN	5
01 35 43	Procédures environnementales	1
<u>Liste des annexes</u>		
Annexe A	Renseignements sur les prix	2

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Description des travaux .1 Les travaux visés par la présente convention d'offre à commandes consistent à fournir la main-d'œuvre, les matériaux, les outils et le matériel nécessaires pour enlever les déchets secs de la Base et du secteur d'entraînement de la BFC Gagetown, et de divers endroits au Nouveau-Brunswick, et pour les transporter au site d'enfouissement sanitaire de la Commission de gestion des déchets solides de Fredericton, sur demande, au moyen du formulaire FC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, de la façon prescrite dans le présent document.
- 1.2 Durée du contrat .1 La présente convention d'offre à commandes s'applique du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2016.
- 1.3 Représentant du Génie .1 Aux termes du présent devis, le représentant du Génie est le commandant de la 5^e Unité des services du Génie ou un représentant désigné. Les coordonnées du représentant du Génie sont les suivantes :
- Bureau des contrats
5^e Unité des services du Génie
Bâtiment B18
BFC/USS Gagetown
C.P. 17000, succ. Forces
Oromocto (Nouveau-Brunswick) E2V 4J5
- Téléphone : 506-422-2000, poste 2677
Télécopieur : 506-422-1248.
- 1.4 Documents requis .1 L'entrepreneur doit conserver sur les lieux de travail une copie des documents suivants :
- .1 devis;

- .2 addenda;
- .3 carte du secteur d'entraînement;
- .4 Ordre de sécurité des champs de tir 5-11.

1.5 Mise en décharge .1 Les frais de mise en décharge sont payés par le MDN et ne doivent pas être compris dans le prix du contrat.

1.6 Assurance de responsabilité civile .1 L'entrepreneur doit fournir à TPSGC, avec les documents d'appel d'offres, une preuve qu'il a souscrit une assurance de responsabilité civile d'une valeur de deux millions de dollars (2 000 000 \$) avant l'attribution de la convention d'offre à commandes.

1.7 Utilisation des lieux par l'entrepreneur .1 L'accès aux lieux de travail est déterminé par le représentant du Génie.

.2 Les déplacements aux alentours du lieu de travail sont assujettis aux restrictions imposées par le représentant du Génie.

.3 L'entrepreneur ne doit pas encombrer les lieux de façon déraisonnable de matériaux ou d'équipement.

1.8 Conditions particulières .1 Il incombe au MDN d'effectuer le déneigement pour permettre à l'entrepreneur d'accéder aux conteneurs.

.2 Si, en raison d'une chute de neige abondante, l'entrepreneur ne peut pas accéder à un conteneur le jour prévu de la collecte, cette dernière sera reportée au jour suivant si l'accès au conteneur a été dégagé.

.3 L'entrepreneur doit vider les conteneurs à chargement frontal appartenant au MDN et servant au recyclage de matériaux quand le

contenu en est jugé contaminé et ne peut être recyclé par le représentant du Génie.

1.9 Règlements
relatifs aux
véhicules

- .1 Les véhicules doivent avoir une capacité suffisante pour recevoir les volumes de déchets devant être ramassés dans les unités desservies, en tout temps.
- .2 Les véhicules doivent être en bon état et être dotés de phares, d'un klaxon, de feux de signalisation et d'un rétroviseur conformément à la *Loi sur les véhicules à moteur* de la province du Nouveau-Brunswick.
- .3 Les véhicules de l'entrepreneur doivent être immatriculés et les conducteurs doivent posséder le permis exigé, conformément aux règlements en vigueur au Nouveau-Brunswick.
- .4 L'entrepreneur doit veiller à ce que ses employés respectent les règlements du MDN en ce qui concerne le contrôle de la circulation, le stationnement et les limites de vitesse.
- .5 Les responsables du contrôle des champs de tir, au bâtiment K-69, fourniront un laissez-passer valide pour les véhicules et les employés de l'entrepreneur qui doivent travailler dans les secteurs d'entraînement.
- .6 La politique de la Base stipule que les véhicules doivent être stationnés dans les espaces réservés, faute de quoi ils pourraient être remorqués.

1.10 Garantie

- .1 L'entrepreneur garantit les matériaux et la qualité d'exécution pendant une période d'un (1) an, ou conformément à la garantie du fabricant, la période la plus longue étant retenue, à partir du moment où les

travaux ont été approuvés par le représentant du Génie. Toutes les déficiences pouvant se produire au cours de cette période seront corrigées à la satisfaction du représentant du Génie par l'entrepreneur, et ce, aux frais de ce dernier.

1.11 Codes et
normes

- .1 L'entrepreneur doit effectuer les travaux et faire observer les règles de sécurité conformément à la partie II du *Code canadien du travail*. L'entrepreneur doit veiller à ce que les services soient fournis conformément aux lois et aux règlements provinciaux et aux règlements municipaux en vigueur. L'entrepreneur est responsable des frais afférents en la matière.
- .2 L'entrepreneur doit être inscrit auprès de l'organisme Travail sécuritaire NB et en fournir la preuve à TPSGC avant l'attribution du contrat.
- .3 L'entrepreneur doit respecter les exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) relativement à l'utilisation, la manipulation, l'entreposage et l'élimination des matières dangereuses; il doit aussi satisfaire aux exigences relatives à l'étiquetage et à la fourniture de fiches signalétiques acceptables par Ressources humaines et Développement des compétences Canada et par Santé Canada.
- .4 Les travaux doivent satisfaire aux exigences des normes, codes et autres documents prescrits, ou les dépasser. En cas de divergence entre les dispositions prévues dans les documents susmentionnés faisant autorité, la disposition la plus stricte s'applique.

1.12 Responsabilités

- .1 L'entrepreneur doit s'assurer que les conteneurs sont toujours propres, en bon état, qu'ils sont munis de couvercles adéquats, que la peinture est en bon état et qu'ils ne dégagent pas d'odeurs nauséabondes.
- .2 Le MDN ne sera pas responsable du matériel de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit effectuer tous les travaux d'entretien liés aux conteneurs, selon les directives du représentant du Génie.
- .3 Le MDN ne pourra pas être tenu responsable des dommages causés au matériel de l'entrepreneur durant une utilisation normale.
- .4 L'entrepreneur doit vider les conteneurs à chargement frontal appartenant au MDN et servant au recyclage de matériaux, quand le contenu en est jugé contaminé et ne peut être recyclé par le représentant du Génie.
- .5 Il incombe au MDN d'effectuer le déneigement pour permettre à l'entrepreneur d'accéder aux conteneurs.

1.13 Matériel

- .1 Dans le cadre du présent contrat, l'entrepreneur doit fournir le matériel suivant : des conteneurs d'une capacité de 3 m³ (4 vg³), de 4,5 m³ (6 vg³), de 6 m³ (8 vg³), de 15 m³ (20 vg³), de 23 m³ (30 vg³) et de 30,5 m³ (40 vg³).
- .2 Tous les conteneurs à chargement frontal d'une capacité de 3 m³ (4 vg³) à 6 m³ (8 vg³) doivent :
 - .1 être de modèle à dessus incliné;
 - .2 être dotés d'un couvercle en polyuréthane et maintenus en bon état, en tout temps.

- .3 Tous les conteneurs amovibles d'une capacité de 15 m³ (20 vg³) à 30,5 m³ (40 vg³) doivent être munis d'une porte arrière en bon état.
- .4 Le matériel sera inspecté par le représentant du Génie avant l'attribution de la présente convention d'offre à commandes.
- .5 Toutes les capacités sont approximatives.

1.14 Nettoyage

- .1 Lorsqu'il manœuvre le conteneur à déchets, l'entrepreneur doit veiller à ne pas causer de dommages sur le lieu de travail. Après la collecte, le conteneur doit être remis à sa place, couvercle fermé.
- .2 L'entrepreneur doit être en mesure de vider le contenu gelé des conteneurs à déchets se trouvant à des points de collecte exposés aux intempéries.
- .3 En cas de déversement sur le site pendant le chargement ou le transport, la zone affectée devra être nettoyée par l'entrepreneur, à ses frais, à l'entière satisfaction du représentant du Génie.
- .4 À la fin des travaux, l'entrepreneur doit enlever tous les matériaux de surplus, les outils, le matériel et les débris. Il doit laisser les lieux et le bâtiment propres et en bon état, à la satisfaction du représentant du Génie. L'entrepreneur ne doit pas enlever le matériel et les matériaux récupérables sans l'autorisation du représentant du Génie.

1.15 Demande de travaux

- .1 Les travaux demandés par le représentant du Génie, au moyen du formulaire FC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, doivent être exécutés de la

façon suivante :

.1 L'entrepreneur doit être disponible pendant les heures normales de travail et en dehors de celles-ci, y compris le samedi, le dimanche et les jours fériés.

.2 L'entrepreneur doit fournir au représentant du Génie le numéro de téléphone ou le lieu où lui ou son représentant peuvent être joints en tout temps.

.3 Une fois la soumission acceptée, le représentant du Génie communiquera avec l'entrepreneur pour lui fournir par écrit la liste des personnes autorisées à faire une demande de service. Les travaux entrepris à la demande de personnes non autorisées exposent l'entrepreneur à un refus de paiement.

.4 L'entrepreneur ne doit pas refuser les appels de service faits par le représentant du Génie et doit fournir le service dans les vingt-quatre (24) heures suivant l'appel s'il s'agit d'un appel de service normal, ou dans les quatre (4) heures s'il s'agit d'un appel d'urgence.

.5 Lorsque les services de l'entrepreneur sont requis, le représentant du Génie doit l'en aviser et lui expliquer de quoi il s'agit. Lorsque le représentant du Génie le demande, l'entrepreneur doit lui fournir une estimation écrite des coûts de main-d'œuvre et de matériel, conformément à la convention d'offre à commandes. Les demandes de service doivent être effectuées à l'aide du formulaire FC 942, Commande subséquente à une offre à commandes. Le formulaire, qui doit préciser les travaux à exécuter, doit être signé par le représentant du Génie ou son représentant. Une copie de ce formulaire doit être remise à l'entrepreneur.

.6 Les conteneurs pour déchets secs doivent être localisés géographiquement dans le secteur d'entraînement à l'aide du

système mondial de localisation (GPS). Leur abscisse (coordonnée horizontale) peut varier de plus ou moins 15 m par rapport à l'emplacement réel. Par conséquent, l'entrepreneur doit posséder un récepteur à 12 canaux Garmin modèle n° GPS72, ou un récepteur à 20 canaux nord-américain Magellan Triton 2000, ou un appareil de positionnement homologué équivalent d'un degré d'exactitude de 15 m. Le GPS doit pouvoir convertir les coordonnées du GPS du Système géodésique mondial 1984 (WGS84) (latitudes/longitudes) en coordonnées du Système de référence nord-américain de 1983 (NAD83) de la grille de Mercator transverse universelle (UTM). Le gestionnaire des contrats recevra les coordonnées au mètre près sous le format : sept (7) chiffres pour l'ordonnée (5000000N) et six (6) chiffres pour l'abscisse (700000E).

1.16 Quantités et base de paiement

- .1 Les travaux effectués dans le cadre de la présente convention d'offre à commandes seront payés en fonction de prix unitaires. Les sommes correspondent à tout ce que l'entrepreneur fournit ou fait dans le cadre des travaux, et l'entrepreneur les reconnaîtra comme telles.
- .2 L'entrepreneur doit soumettre des prix conformément à l'annexe A ci-jointe. (Le temps de déplacement en direction et en provenance du centre des opérations de l'entrepreneur doit être compris dans les taux fournis.) Ces prix doivent comprendre toutes les sommes nécessaires aux dépenses et aux profits.
- .3 Les quantités indiquées sont approximatives, les quantités réelles peuvent être supérieures ou inférieures en fonction des exigences des travaux.

- .4 Le prix prévu au contrat pour les matériaux utilisés (le cas échéant) peuvent faire l'objet d'une vérification comptable gouvernementale avant ou après le paiement à l'entrepreneur conformément à la présente offre à commandes.
- .5 Il se peut que les quantités réelles soient supérieures ou inférieures à celles susmentionnées. Ces dernières servent uniquement de guide pour l'appel d'offres. Elles ne sont pas garanties et l'entrepreneur ne peut facturer de pertes de bénéfices anticipés en fonction de celles-ci.

1.17 Laissez-passer
de l'entrepreneur

- .1 Lorsqu'ils sont dans la Base ou qu'ils effectuent des travaux dans un lieu appartenant au MDN, tous les employés de l'entrepreneur doivent avoir en tout temps en leur possession le laissez-passer officiel qui leur aura été fourni. Ils doivent montrer leur laissez-passer, sur demande, à la Police militaire, aux commissionnaires, aux agents de sécurité et à toute personne en position d'autorité.
- .2 Pour obtenir les laissez-passer dont il a besoin, l'entrepreneur doit remplir un formulaire pour chacun de ses employés et accompagner chacun d'eux à la section de l'identification de la Police militaire, au bâtiment F-19, où ils obtiendront leur laissez-passer.
- .3 Des photocopies des laissez-passer doivent être remises au représentant du Génie.
- .4 L'entrepreneur doit s'assurer de rapporter les laissez-passer de ses employés à la section de l'identification de la Police militaire lorsque ces derniers n'ont plus à exécuter de travaux dans un lieu appartenant au MDN.

1.18 Cote de
sécurité

- .1 L'entrepreneur doit tenir une liste à jour de ses employés qui exécutent des travaux aux termes du présent contrat, y compris les gestionnaires, les superviseurs, les personnes de métiers, les conducteurs et les manœuvres. Il doit remettre cette liste au représentant du Génie sur demande.
- .2 L'entrepreneur doit fournir au représentant du Génie, sur demande, une preuve validant tous les renseignements qui figurent sur la liste. Le représentant du Génie se réserve le droit de demander de quitter les lieux à toute personne qui ne satisfait pas aux exigences relatives à la sécurité, telles que définies par la Police militaire.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Références

- .1 *Code canadien du travail*, Partie II, *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*.
- .2 *Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail* du Nouveau-Brunswick, LN-B 1983.
- .3 Code national du bâtiment - Canada 2010.

1.2 Exigences réglementaires

- .1 Exécuter les travaux conformément aux mesures de sécurité prescrites par le Code national du bâtiment - Canada 2010, par la partie II du *Code canadien du travail*, par la *Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail* du Nouveau-Brunswick et par Travail sécuritaire NB. En cas de contradiction ou de divergence entre les exigences des différents documents et organismes, les plus rigoureuses s'appliqueront.

1.3 Responsabilité

- .1 L'entrepreneur doit veiller à la santé et à la sécurité de toutes les personnes qui se trouvent sur les lieux de travail ainsi qu'à la protection des biens, des personnes et de l'environnement, sur les lieux de travail et dans les environs immédiats, dans la mesure où les travaux qui lui sont confiés pourraient avoir une incidence sur ces biens, ces personnes et l'environnement.
- .2 L'entrepreneur et tous ses employés sont tenus de respecter toutes les règles de sécurité précisées dans les documents contractuels ainsi que dans l'ensemble des ordonnances, lois, règlements fédéraux, provinciaux ou municipaux en vigueur et toutes les dispositions prévues par l'entrepreneur dans le plan de santé et de

sécurité préparé pour le chantier.

- .3 Conformément aux dispositions prévues à la partie II du *Code canadien du travail*, l'entrepreneur doit élaborer un plan de santé et de sécurité propre au chantier qui comprend une procédure d'entrée dans des espaces clos, si le représentant du Génie juge que des travaux se dérouleront dans des espaces clos. Les travaux ne doivent pas être entrepris avant que le plan de santé et de sécurité n'ait été approuvé par le représentant du Génie.
- .4 La 5^e Unité des services du Génie de la BFC Gagetown a prévu des mesures de cadenassage et d'étiquetage pour éviter qu'un système électrique ou mécanique ne soit mis en marche par mégarde et ne cause des blessures à quiconque se trouverait à proximité du système ou serait en train de s'en servir. L'entrepreneur doit respecter ces dispositifs de cadenassage et ces étiquettes : il ne doit jamais forcer un cadenas ni enlever une étiquette. S'il a besoin de faire ouvrir un cadenas ou enlever une étiquette pour effectuer une tâche, il doit en faire la demande auprès du représentant du Génie.
- .5 Conformément aux dispositions prévues à la partie II du *Code canadien du travail*, il incombe à l'entrepreneur d'appliquer ses propres mesures de cadenassage et d'étiquetage pour s'assurer qu'aucun matériel n'est mis en marche par mégarde par une tierce personne pendant que des employés se trouvent à proximité dudit matériel ou s'en servent.
- .6 Il incombe à l'entrepreneur de veiller à ce que tous ses employés disposent de l'équipement de protection individuelle (EPI) dont ils ont besoin pour effectuer les travaux qui leur sont confiés. Les employés doivent porter un casque et des lunettes de sécurité en tout temps.

1.4 Risques
imprévus

- .1 S'il devient évident, durant l'exécution des travaux, qu'une situation, un facteur ou un danger imprévu ou particulier compromet la sécurité, l'entrepreneur doit appliquer les mesures en place pour faciliter la mise en œuvre du droit de l'employé de refuser d'exécuter des travaux dangereux, conformément aux lois et aux règlements du Nouveau-Brunswick. Si un employé se prévaut de ce droit, l'entrepreneur doit en aviser le représentant du Génie verbalement et par écrit.

1.5 Correction des
problèmes de
non-conformité

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, en matière de santé et de sécurité, par l'autorité compétente ou le représentant du Génie.
- .2 Remettre au représentant du Génie un rapport écrit des correctifs apportés aux situations jugées non conformes en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le représentant du Génie peut ordonner l'arrêt des travaux si les situations jugées non conformes en matière de santé et de sécurité ne sont pas corrigées.

1.6 Interruption des
travaux

- .1 Accorder la priorité à la santé et à la sécurité du public et du personnel du site, ainsi qu'à la protection de l'environnement, sur les questions relatives au coût et au calendrier des travaux.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Marche à suivre pour signaler un incendie

- .1 Avant d'entreprendre les travaux, il importe de vérifier l'emplacement du déclencheur manuel d'alarme et du téléphone le plus près et de mémoriser le numéro à composer en cas d'urgence.
- .2 Tout incendie doit être signalé sur-le-champ au Service d'incendie de la façon suivante :
 - .1 par téléphone, en composant le 911.
- .3 La personne qui téléphone aux pompiers doit leur indiquer le nom ou le numéro du bâtiment ainsi que l'endroit où l'incendie s'est déclaré; elle doit être en mesure de confirmer les renseignements donnés.

1.2 Systèmes d'alarme et de protection incendie intérieurs et extérieurs

- .1 Les systèmes d'alarme et de protection incendie ne doivent en aucun cas :
 - .1 être obstrués;
 - .2 être fermés ou arrêtés;
 - .3 être laissés hors service à la fin d'une période ou d'une journée de travail sans que le chef du Service d'incendie ait donné son autorisation.
- .2 À moins que le chef du Service d'incendie l'autorise, les bornes d'incendie, les prises d'eau et les systèmes de canalisations et de robinets armés d'incendie ne doivent pas être utilisés à d'autres fins que la lutte contre les incendies.

1.3 Extincteurs d'incendie

- .1 Fournir les extincteurs nécessaires à la protection des travaux en cours et des installations de l'entrepreneur sur le chantier; les extincteurs fournis doivent avoir les caractéristiques exigées par le

chef du Service d'incendie.

- | | | |
|--------------------------------------------------|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <u>1.4 Entrave à la circulation</u> | .1 | Informé à l'avance le chef du Service d'incendie de l'exécution de tout travail susceptible de gêner le déplacement des véhicules de lutte contre les incendies, de toute dérogation à la hauteur libre minimale qu'il aura prescrite, de la mise en place de barrières et de l'exécution de travaux d'excavation. |
| <u>1.5 Interdiction de fumer</u> | .1 | Respecter en tout temps les règlements concernant les fumeurs. |
| <u>1.6 Rebuts et déchets</u> | .1 | Accumuler le moins possible de déchets et de matériaux de rebut. |
| | .2 | Il est interdit de brûler des matériaux de rebut sur le chantier. |
| | .3 | Enlèvement
.1 Débarrasser le chantier de tout matériau de rebut à la fin de chaque journée ou de chaque période de travail, ou selon les directives. |
| | .4 | Entreposage
.1 Entreposer les déchets imprégnés d'huile dans des contenants approuvés afin que soient assurées une propreté et une sécurité optimales.
.2 Déposer, dans des contenants approuvés, les chiffons et les matériaux imprégnés d'huile ou de graisse pouvant s'enflammer de façon spontanée, puis les évacuer du chantier conformément aux prescriptions. |
| <u>1.7 Liquides inflammables et combustibles</u> | .1 | Utiliser, manutentionner et entreposer les liquides inflammables et combustibles conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada (édition en vigueur). |

- .2 On pourra garder sur le chantier, pour usage courant, jusqu'à 45 litres d'essence, de naphte, de kérosène ou d'autres liquides inflammables ou combustibles, pourvu que ceux-ci soient conservés dans des récipients approuvés portant le label d'homologation des Laboratoires des assureurs du Canada ou de la Factory Mutual. L'entreposage de plus de 45 litres de liquides inflammables ou combustibles en vue de l'exécution de certains travaux devra être approuvé par le chef du Service d'incendie.
- .3 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à l'intérieur des bâtiments ou sur les plates-formes de chargement.
- .4 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à proximité de flammes nues ou de tout dispositif générateur de chaleur.
- .5 Il est interdit d'utiliser comme diluants ou comme produits de nettoyage des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 38 °C (naphte ou essence, par exemple).
- .6 Conserver sur le chantier le moins possible de liquides usés inflammables ou combustibles; le cas échéant, les entreposer dans des contenants approuvés rangés dans un endroit sûr et bien ventilé. Transmettre toute demande d'évacuation de ces produits au Service d'incendie.

1.8 Matières
dangereuses

- .1 Exécuter tous les travaux nécessitant l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques ou d'explosifs, ou encore présentant des risques quelconques pour la vie, la

sécurité ou la santé conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada.

- .2 Obtenir du chef du Service d'incendie une autorisation de travail à chaud pour tous travaux, dans les bâtiments ou les installations, nécessitant des opérations de soudage ou de brûlage ou encore l'utilisation de chalumeaux ou d'appareils générateurs de chaleur.
- .3 Dans le cas de tous les travaux nécessitant l'utilisation d'une source de chaleur dans des endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion, assurer la présence d'agents de sécurité-incendie équipés du matériel d'extinction approprié. Le chef du Service d'incendie délimitera les endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion ainsi que les mesures de sécurité à prendre dans chaque cas. Il incombe à l'entrepreneur de retenir les services d'agents de sécurité incendie sur le chantier, selon les modalités établies au préalable avec le chef du Service d'incendie.
- .4 Assurer une ventilation adéquate et éliminer toutes les sources d'inflammation lorsque des liquides inflammables tels que des vernis et des produits à base d'uréthane sont utilisés. Informer le chef du Service d'incendie de l'emploi de tels produits avant le début et à la fin des travaux en question.

1.9 Renseignements
et/ou précisions

- .1 Transmettre toute demande de précisions ou de renseignements additionnels concernant les consignes de sécurité-incendie au chef du Service d'incendie, par l'entremise du représentant du Génie.

1.10 Inspection de
prévention des
incendies

- .1 Les inspections du chantier par le chef du Service d'incendie seront coordonnées par le représentant du Génie.
- .2 Permettre au chef du Service d'incendie le libre accès au chantier.
- .3 Collaborer avec le chef du Service d'incendie au cours des inspections périodiques du chantier.
- .4 L'entrepreneur doit corriger immédiatement toute situation comportant un risque d'incendie et jugée dangereuse par le chef du Service d'incendie.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|----------------------------------------------------------|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <u>1.1 Généralités</u> | .1 | L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures raisonnables pour s'assurer qu'il, ainsi que ses employés, respectent l'ensemble des lois pertinentes et que ces derniers se soucient de la protection de l'environnement. |
| <u>1.2 Feux</u> | .1 | Il est interdit de faire des feux et de brûler des rebuts sur le site. |
| <u>1.3 Enlèvement des déchets</u> | .1 | Il est interdit d'enterrer des déchets et des matériaux de rebut sur le site à moins d'avoir obtenu l'autorisation du représentant du Génie. |
| | .2 | Il est interdit de déverser des déchets et des matières volatiles, notamment des essences minérales, de l'huile ou du diluant dans les cours d'eau, les égouts pluviaux ou les égouts sanitaires. |
| <u>1.4 Mesures de protection contre les déversements</u> | .1 | L'entrepreneur doit avoir en sa possession le matériel adéquat pour procéder au nettoyage du déversement potentiel de toutes les substances dangereuses utilisées pendant les travaux (c.-à-d. mousses, carburants, huiles, lubrifiants, etc.). |

Annexe A
 Dossier n° L-G2-9900/1636
 Date : 2013-08-19

RENSEIGNEMENTS SUR LES PRIX

Les soumissionnaires doivent proposer des prix unitaires en fonction des endroits indiqués dans le devis.

Les quantités ci-dessous sont approximatives et ne servent qu'aux fins de l'appel d'offres.

Le coût doit comprendre la livraison et l'enlèvement des conteneurs. Remarque : les conteneurs ne seront pas nécessairement pleins au moment de l'enlèvement.

<u>Emplacement</u>	<u>Capacité</u>	<u>Quantité</u>	<u>Prix unitaire</u>	<u>Coût total</u>
Base	3 m ³ (4 vg ³)	20		
Secteur d'entraînement	3 m ³ (4 vg ³)	20		
Divers endroits à l'extérieur de la Base et du secteur d'entraînement	3 m ³ (4 vg ³)	5		
Base	4,5 m ³ (6 vg ³)	40		
Secteur d'entraînement	4,5 m ³ (6 vg ³)	40		
Divers endroits à l'extérieur de la Base et du secteur d'entraînement	4,5 m ³ (6 vg ³)	10		
Base	6 m ³ (8 vg ³)	50		
Secteur d'entraînement	6 m ³ (8 vg ³)	50		
Divers endroits à l'extérieur de la Base et du secteur d'entraînement	6 m ³ (8 vg ³)	10		
Base	15 m ³ (20 vg ³)	40		
Secteur d'entraînement	15 m ³ (20 vg ³)	60		
Divers endroits à l'extérieur de la Base et du secteur d'entraînement	15 m ³ (20 vg ³)	10		
Base	23 m ³ (30 vg ³)	40		
Secteur d'entraînement	23 m ³ (30 vg ³)	60		
Divers endroits à l'extérieur de la Base et du secteur d'entraînement	23 m ³ (30 vg ³)	10		

Base	30,5 m ³ (40 vg ³)	100
Secteur d'entraînement	30,5 m ³ (40 vg ³)	125
Divers endroits à l'extérieur de la Base et du secteur d'entraînement	30,5 m ³ (40 vg ³)	20

Montant total =